



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

Bulletin Mensuel - Numéro 182 - Septembre 2012

NOTRE OPINION

- **21 septembre, Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres**

PLANTATIONS INDUSTRIELLES D'ARBRES : DÉFIS, CONFLITS ET RÉSISTANCE

- **Unilever verdit son image grâce à la RSPO**
- **Plantations pour produire de l'énergie : encore une grave menace pour notre planète**
- **À quel point mon électricité est-elle verte ?**
- **Libéria : un avenir incertain. Les impacts de Sime Darby sur les communautés**
- **Laos : l'expansion des plantations d'hévéas – encore des conflits avec les communautés**
- **Indonésie : la communauté de Bayat œuvre pour la vie**
- **Brésil : l'expansion accélérée du palmier à huile dans la région amazonienne**
- **Chili : des ingénieurs forestiers dénoncent les plantations de Forestal Anchile Ltda.**
- **Uruguay : des fonds d'investissement dénoncés pour afforestation illégale dans une zone protégée**
- **Les plantations industrielles d'arbres dans le marché financier**

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- **La Journée internationale contre la monoculture d'arbres dans le monde**
- **Thaïlande : Sauvons le Mékong, arrêtons le barrage de Xayaburi !**
- **Brésil : 30 personnes intoxiquées par l'épandage aérien de produits toxiques sur des plantations d'eucalyptus**

[index](#)

NOTRE OPINION

- **21 septembre, Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres**

Une fois de plus nous sommes au mois de septembre. Depuis plusieurs années, nous rendons hommage en ce mois aux femmes et aux hommes qui luttent, dans le monde entier et de diverses manières, contre les plantations industrielles d'arbres,

pour défendre leurs territoires et leurs forêts, à la différence des grandes entreprises et des investisseurs voraces qui convoitent ces mêmes terres par l'appât du gain.

Cette journée internationale n'a pas été créée dans un bureau : elle est née lors d'une rencontre qui, en 2004, a réuni des femmes et des hommes qui avaient vu leurs vies directement atteintes par la monoculture d'eucalyptus au Brésil. À cette occasion-là, ils ont éprouvé le besoin de dédier à ce problème un jour déterminé, comme un moyen supplémentaire de renforcer leur résistance et la lutte pour la récupération de leurs territoires envahis par les eucalyptus. Depuis 2004, à l'occasion de cette journée, plusieurs luttes pour la récupération de territoires et d'autres manifestations de résistance ont eu lieu au Brésil. Le WRM décidé de rendre cette journée « internationale », dans le but de renforcer les luttes dans le monde entier.

Ceux qui connaissent de près la vie des communautés touchées par les plantations industrielles de palmiers à huile, d'eucalyptus, d'hévéas, d'acacias et de pins n'ont pas de mal à comprendre les raisons de la résistance. Les entreprises qui pratiquent la monoculture d'arbres cherchent à s'emparer des territoires des communautés locales et à modifier leurs styles de vie, provoquant souvent la désarticulation et la division de ces communautés.

Les plantations avancent à un rythme vertigineux, poussées par les multinationales qui profitent des « labels de certification » pour légitimer leurs activités. Un nouveau rapport publié par le WRM (*) montre que, pendant les 20 dernières années, la superficie des plantations a quadruplé dans le monde, et que celles qui ont le plus augmenté sont les plantations d'eucalyptus et de palmiers à huile. Sans la résistance des communautés de beaucoup de régions et de pays, cette expansion serait probablement beaucoup plus grande.

En particulier, nous sonnons l'alerte sur un nouveau facteur d'expansion des plantations industrielles d'arbres en Amérique latine, en Afrique et en Asie : la production d'énergie à destination d'Amérique du Nord, d'Europe et de quelques pays d'Asie qui, au lieu de réduire et de rendre plus efficace leur consommation exorbitante d'énergie à base de pétrole, de gaz et de charbon minéral, prétendent maintenir leur niveau actuel de consommation et s'approvisionner en ce qu'on appelle bioénergie et dont la matière première provient des plantations.

Avec des termes à la mode, comme « énergies renouvelables » ou « vertes », la tendance actuelle, qui nous ramène aux temps des colonies, est à s'emparer de vastes territoires afin d'obtenir des matières premières à l'intention d'une minorité qui se concentre dans les pays du Nord. Il s'agit d'une attaque directe à la souveraineté alimentaire de populations entières, pour assouvir la faim d'automobiles et de centrales de génération d'énergie dans les pays industrialisés fortement consommateurs.

Le présent bulletin est consacré à la lutte contre les plantations dans le monde entier, celles dont le but est la production d'énergie mais aussi celles qu'on peut appeler « traditionnelles », comme par exemple les plantations pour la production de pâte à papier qui, elles non plus, n'arrêtent pas de s'élargir. Après tout, pour les communautés qui subissent quotidiennement les effets des plantations, l'usage

qu'on en fait n'a pas d'importance. Ce qui compte pour elles, c'est de récupérer et de préserver leurs territoires. Ce souhait est peut-être ce qu'elles ont toutes en commun et que nous prétendons fortifier, surtout en cette Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres.

(*) "An overview of industrial tree plantations in the global South: conflicts, trends, and resistance struggles", disponible en anglais sur : <http://www.ejolt.org/2012/06/an-overview-of-industrial-tree-plantations-in-the-global-south-conflicts-trends-and-resistance-struggles/>

[index](#)

PLANTATIONS INDUSTRIELLES D'ARBRES : DÉFIS, CONFLITS ET RÉSISTANCE

- Unilever verdit son image grâce à la RSPO

Scandales autour des aliments pour bébés en Afrique, destruction des forêts tropicales pour faire des confiseries en barre : certaines entreprises, comme Nestlé, attirent le scandale comme la lumière attire les mouches. D'autres, que le magazine nord-américain Newsweek a appelées une fois les « entreprises Téflon », font presque exactement la même chose que leurs concurrents, mais les critiques n'y collent pas. Unilever en est le prototype : son engagement à l'égard de l'environnement est même loué par de grandes organisations écologistes internationales comme le WWF. Comment est-ce possible, du moment qu'Unilever est un des plus grands consommateurs d'huile de palme du monde ?

Premièrement, Unilever a des contrats avec des entreprises à scandale, comme la multinationale Wilmar. Wilmar a une tradition de violations continues des droits de l'homme et d'abattage illégal, et c'est le plus grand négociant du monde en huile de palme. Avec l'aide d'unités policières, l'entreprise a détruit le village de Sungai Beruang, ainsi que des établissements voisins qui étaient situés à l'intérieur des plantations de palmiers à huile, afin de briser la résistance des habitants à l'industrie du palmier à huile [communiqué de presse de Robin Wood <http://www.robinwood.de/Newsdetails.13+M55ead9b1d73.0.html>]. Les Amis de la Terre ont documenté de graves violations des droits de l'homme commises par Wilmar en Ouganda [<http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2012/land-life-justice/view>]. Unilever étant une des principales clientes de Wilmar, elle aussi est responsable des crimes et des violations de son fournisseur.

En même temps, l'essor de l'huile de palme a été désastreux pour le climat du monde. La transformation des forêts tropicales en plantations de palmiers à huile a fait de l'Indonésie le troisième grand émetteur de dioxyde de carbone, un gaz à effet de serre. Cela n'a pas empêché le directeur général d'Unilever, Paul Polmann, de se déclarer protecteur de l'atmosphère de la terre au sommet climatique de Copenhague, en 2009.

En plus, Unilever lutte contre l'agro-énergie, mais non pour des raisons altruistes. Les entreprises comme elle ne se soucient pas de la menace que cela représente

pour les réserves d'aliments du monde : ce qui compte pour elles, c'est d'avoir accès à des matières premières bon marché.

La publicité « écolo » d'Unilever est basée sur le système de certification de la RSPO (Table ronde pour l'huile de palme durable). Unilever reconnaît que la production mondiale d'huile de palme cause de graves problèmes, mais elle signale aussi que ces derniers peuvent être résolus avec l'aide de la RSPO. Or, du point de vue de Robin Wood et de ses partenaires en Indonésie, la RSPO ne sert qu'à « verdir » l'image de l'entreprise. Les cinq points suivants expliquent pourquoi.

L'industrie domine parmi les membres de la RSPO

Les ONG ne sont que 26, mais les entreprises sont 581, et onze des seize sièges au conseil d'administration de la RSPO sont réservés aux banques et aux entreprises huilières. La présidence est assurée par Unilever, et non par un membre impartial, de sorte qu'Unilever exerce un contrôle considérable sur ce système de certification.

Faiblesse des critères

En raison de cette structure, les critères sont faibles. Des entreprises huilières qui ont d'énormes conflits avec la population locale reçoivent le label RSPO. En outre, la RSPO permet que des forêts soient transformées en nouvelles plantations et tolère l'utilisation de produits chimiques extrêmement toxiques, comme le Paraquat. Cela n'est pas étonnant : le fabricant du Paraquat (Syngenta) est membre de la RSPO.

Des organes de certification dépendants

Les entreprises qui demandent le label RSPO paient les organes chargés de la certification. Cette relation commerciale directe mène à un affaiblissement des normes : l'organe de certification qui laisse passer le plus d'erreurs en faveur de son client est celui qui obtient les contrats les plus lucratifs. L'organe de certification TÜV, accrédité par la RSPO, en est un exemple. En octobre 2011, Robin Wood a examiné ses activités dans une étude concernant Sumatra, et découvert des déficiences alarmantes [Déclaration de Robin Wood sur TÜV Rheinland : http://www.robinwood.de/uploads/media/Statement_Robin_Wood]. Des acteurs-clés de la RSPO ont été informés des erreurs commises par TÜV en Indonésie, mais cela n'a eu aucune conséquence pour le moment.

Les détenteurs de droits deviennent des parties prenantes

Dans la pratique, la RSPO transforme les détenteurs de droits locaux en parties prenantes possédant des intérêts légitimes. La population locale est obligée de négocier ses droits avec des représentants du puissant lobby de l'huile de palme. Cela implique qu'il est possible d'atteindre un compromis juste entre les agresseurs et les victimes mais, dans cette situation, la population locale ne peut que perdre. Les droits de l'homme ne sont pas négociables.

La surexploitation continue. La RSPO encourage l'expansion

La contribution la plus importante d'un label de durabilité serait d'arrêter l'expansion de l'industrie de l'huile de palme. C'est ce que demandent des organisations écologistes et des droits de l'homme indonésiennes, comme Cappa, Walhi, Save Our Borneo ou Perkumpulan Hijau, ainsi que Robin Wood. En revanche, les entreprises membres de la RSPO poussent à la réalisation de nouvelles plantations. On en trouve des exemples actuels dans la province indonésienne de Papouasie occidentale. Des membres de la RSPO, comme Wilmar, Medco et Rajawali, y ont mis en route un projet d'huile de palme géant, aux dépens de la population locale et des dernières forêts tropicales qui restent [<https://awasmiffee.potager.org>].

Conclusion : les ONG et le public en général ne devraient pas se laisser tromper par la stratégie « écologiste » d'Unilever. En passant des contrats avec les industries mondiales de l'huile de palme, les transnationales de ce genre se rendent responsables du déplacement de populations, de la coupe rase de forêts et de la pollution par des pesticides toxiques, tandis qu'elles se servent du label RSPO pour « verdir » ces pratiques.

Peter Gerhardt, peter.gerhardt@ovi.com

[index](#)

- Plantations pour produire de l'énergie : encore une grave menace pour notre planète

Les problèmes qui découlent des impacts écologiques et sociaux des plantations industrielles d'arbres faites pour produire du bois et de la pâte à papier ont été bien documentés au cours des 20 dernières années. Il existe à présent des preuves plus que suffisantes que les bénéfices financiers temporaires générés par les plantations en régime de monoculture, qui reviennent surtout aux riches consommateurs de leurs produits artificiellement bon marché, aux entreprises propriétaires des plantations et à leurs banques, sont largement dépassés par les coûts de leurs effets négatifs sur la société et l'environnement, lesquels sont de longue durée ou même permanents.

Néanmoins, il paraît que cette connaissance n'a pas suffi à décourager l'investissement dans ces plantations industrielles destructrices. Au contraire, leur expansion s'est accélérée, avec l'appui mal informé d'organes des Nations unies tels que la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture), le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) et, bien entendu, de la Banque mondiale. Un des facteurs déterminants de cette tendance est la supposition promue par la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) que les plantations d'arbres sont efficaces pour réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), sans tenir compte du fait qu'il s'agit d'une culture temporaire, que les arbres seront coupés et que, tôt ou tard, ces plantations produiront encore plus de CO₂.

Cette notion absurde a été justifiée aussi par le « Mécanisme de développement propre » (MDP) du Protocole de Kyoto, qui a approuvé le système de «

boisement/reboisement », pour permettre aux industries polluantes du Nord de continuer à émettre des gaz à effet de serre tout en détruisant la biodiversité, les ressources hydriques et les économies de subsistance dans les pays pauvres du Sud. Ce qui rend cet aspect du MDP encore plus fou c'est que les plantations d'arbres exotiques envahisseurs qu'on est en train de faire dans des prairies en bon état dégradent considérablement l'environnement et libèrent du CO2 et du méthane dans l'atmosphère. Cela vient s'ajouter aux problèmes qui découlent du déplacement de communautés qui pratiquent l'agriculture durable à petite échelle, de la consommation excessive d'eau que font les plantations d'arbres, de la disparition de la couche arable et de la perte permanente de fertilité du sol qu'elles causent.

Pourtant, l'avidité et les raisonnements alambiqués qui ont été utilisés pour légitimer ce système ont servi aussi à trouver de nouvelles manières de soutenir et de perpétuer la surconsommation d'énergie dans les pays dits développés. Cette fausse solution du changement climatique est souvent présentée, à tort, comme de l'énergie renouvelable à partir de biomasse, qui peut prendre la forme de combustibles liquides comme l'huile de soja ou de colza, ou d'éthanol de canne à sucre ou de betterave sucrière, que l'on appelle « agrocombustibles ». Un aspect inquiétant de cette approche est que, si elle paraît partir d'une bonne intention, elle vise en fait à maintenir un niveau de consommation gaspilleur, en remplaçant tout simplement les combustibles fossiles par des combustibles dérivés de la biomasse. Ainsi, dans le cadre de la plus grosse escroquerie du 21e siècle, dénommée « économie verte », ces plantations donnent aux pays qui ont le plus endommagé les écosystèmes et le climat mondial l'autorisation de continuer à piller les ressources des nations du Sud.

Les pays africains sont particulièrement vulnérables à cette attaque ; l'accaparement de terres et de ressources y sont de plus en plus fréquents. De vastes surfaces sont visées pour la production d'éthanol en y cultivant surtout la canne à sucre, tandis qu'il est prévu de faire d'énormes plantations d'arbres pour produire des particules de bois qui brûleront dans les centrales électriques de l'UE et du Royaume-Uni à la place du charbon. Bien que la découverte d'énormes gisements de pétrole et de gaz contribue à nourrir le mastodonte énergétique mondial, il est très improbable que les voraces forces colonialistes, anciennes et nouvelles, lâchent leur emprise sur la terre, les minéraux et l'eau d'Afrique.

La stupidité des plantations énergétiques menace l'Afrique du Sud

La plupart des projets d'énergie de la biomasse planifiés ou considérés en Afrique du Sud ont pour but d'accroître la consommation d'énergie, et non de réduire la production et la consommation de combustibles fossiles. Il y a même un projet indésirable dans ce sens, qui consiste à utiliser le gaz de schiste obtenu par « fracture », et pour lequel le gouvernement sud-africain a déjà délivré plusieurs permis d'exploration.

Les projets d'utilisation de la biomasse pour la production d'énergie ont été encouragés surtout par une politique gouvernementale qui oblige à utiliser un mélange de biocarburant, et par le désir de plusieurs industries polluantes de « verdier » leur consommation excessive d'énergie en introduisant quelques

modifications symboliques dans le mélange d'énergies qu'elles utilisent dans leurs usines, par exemple en ajoutant une poignée de déchets de bois au charbon qu'elles brûlent. Ces efforts pitoyables ont été inspirés aussi par la notion absurde qu'une fabrique polluante de pâte à papier peut, dans le cadre du MDP, obtenir des crédits de compensation de carbone en faisant quelques réductions douteuses à un certain niveau, alors qu'en fait le total de ses émissions augmente.

Néanmoins, ce qui menace le plus les communautés rurales et l'environnement naturel d'Afrique du Sud est l'ambition de l'industrie sucrière d'établir d'énormes plantations industrielles dans des terres communautaires non transformées, afin de produire l'éthanol nécessaire pour atteindre l'objectif fixé par le gouvernement en matière de mélange essence/éthanol. Des milliers d'hectares de pâturages naturels, propriété des communautés, seront détruits, et la culture extensive, irriguée et traitée aux produits chimiques, de la betterave et de la canne à sucre déplacera l'agriculture traditionnelle.

En laissant de côté tout le battage publicitaire de l'industrie, la manière dont ces activités peuvent contribuer réellement à diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ou même à atténuer le réchauffement planétaire et le changement climatique, reste entièrement mystérieuse.

Wally Menne, Timberwatch Coalition, adresse électronique plantnet@iafrica.com, www.timberwatch.org.

[index](#)

- À quel point mon électricité est-elle verte ?

Sappi Ltd, producteur sud-africain de pâte et de papier, prévoit de construire une centrale électrique fonctionnant à la biomasse, à Ngodwana Mill, Mpumalanga. Elle aurait une capacité de production d'environ 50 mégawatts, et alimenterait le réseau électrique public. Cet investissement porte le nom trompeur de « Projet d'énergie électrique verte » (GEPP d'après l'anglais). En fait, l'électricité produite sera aussi verte que l'intérieur de la chaudière de Sappi.

D'après Sappi, la centrale fonctionnera en partie en utilisant les déchets de la production de pâte, surtout les rebuts de bois et les écorces qui, à l'heure actuelle, sont brûlés dans les chaudières de l'usine, ou bien jetés. Pourtant, la plupart de la biomasse nécessaire – entre 390 000 et 530 000 tonnes par an – proviendra des plantations d'arbres des environs, et sera transportée en camions jusqu'à l'usine.

L'extraction massive de cette biomasse qui, en général, est brûlée ou laissée dans les plantations pour qu'elle pousse, est très problématique, car elle représente une perte de matière organique qui diminuera la fertilité du sol. Sappi connaît ce problème et entend rectifier la situation en retirant la cendre dans les chaudières et en la distribuant dans les plantations. Il y aurait au moins une tentative d'éviter la fertilisation chimique par des méthodes de gestion et de surveillance qui permettraient d'identifier les zones fragiles en matière de nutriments. Cependant, il semble probable que le GEPP portera atteinte au sol des plantations et aggravera

les problèmes existants, comme l'appauvrissement en nutriments, l'érosion et les inondations subites, qui risquent de rendre les terres affectées inutilisables à l'avenir.

Or, les dégâts directs de l'environnement seraient, dans ce cas, le moindre des maux. Selon Rachel Smolker, codirectrice de Biofuelwatch, toute demande supplémentaire en bois portera à élargir encore les plantations : « Et, bien entendu, les entreprises de plantation en sont tout à fait conscientes et font partie de ceux qui encouragent cette idée de brûler du bois pour produire de la chaleur et de l'électricité. » (*)

En fait, ce que Sappi est en train de faire est exactement cela : essayer d'accroître les industries à base de bois là où c'est possible, tout en se battant avec le marché chancelant de la pâte conventionnelle. Cela réussit déjà à faire progresser la production de pâte chimique, en tant qu'option de rechange, à base de bois, pour les textiles et l'emballage. Plusieurs usines de pâte de Sappi ont été transformées pour approvisionner ce marché lucratif.

Si la combustion de bois était le meilleur moyen de produire de l'électricité, il n'y aurait pas de problème mais, d'après Rachel Smolker, « c'est dans la définition d'énergie renouvelable à partir de la combustion de bois que le problème commence ». La raison pour laquelle la combustion de biomasse est considérée comme « verte » n'est que le résultat d'un calcul : on suppose que la biomasse récoltée sera remplacée par une nouvelle plante à l'avenir, et que celle-ci absorbera de l'atmosphère un volume d'émissions égal à celui que produit le processus de combustion. Sauf que, ce faisant, on laisse de côté ce qu'on appelle la « dette carbonique », c'est-à-dire le fait que cette nouvelle plante mettra du temps à grandir et que, s'il s'agit d'un arbre, il faudra attendre plusieurs décennies.

Mais même sans considérer tout cela, le brûlage de bois comporte des émissions additionnelles de petites particules, des émissions dues à la récolte, au transport et à la destruction de la végétation naturelle. Il est donc très discutable que la combustion de biomasse soit renouvelable. Néanmoins, la plupart de l'énergie « verte » actuellement produite provient de la combustion de bois.

« Bien entendu, il faut trouver des options de rechange à l'actuel système à base de combustibles fossiles », dit Philip Owen, coordinateur international de GeaSphere. « Mais la seule option est la réduction. Nous ne pouvons pas nous permettre de substituer une demande nuisible par une autre qui est encore pire. » Or, cette substitution est en train de se faire et, dans le cas qui nous occupe, elle bénéficie même du soutien des autorités sud-africaines. Le GEPP aspire à faire partie du « Programme indépendant de producteurs d'électricité » qui, avec l'appui du Ministère sud-africain de l'énergie, entend produire 3 724 mégawatts d'électricité « verte » en coopération avec le secteur privé.

Au lieu d'accroître ainsi notre dépendance des plantations d'arbres de la région, il faudrait réduire l'étendue des plantations, tout en essayant de restaurer, de diversifier et d'utiliser les espèces indigènes en un système forestier « à usages multiples ». « Nous voyons comment les communautés se battent pour la terre et pour l'eau ; leur environnement et leurs moyens d'existence subissent les effets des

grandes plantations industrielles d'arbres », dit Philip Owen. « Le projet GEPP de Sappi ne servira pas à atténuer les problèmes découlant de la dégradation des sols ; en fait, il risque de les aggraver encore. »

Jan Quakernack, IVA, GeaSphere, www.geasphere.co.za,
www.facebook.com/geasphere

(*) Exposé de Rachel Smolker : <http://www.youtube.com/watch?v=fOSRHKsoZJ8>

[index](#)

- Libéria : un avenir incertain. Les impacts de Sime Darby sur les communautés

Le Libéria est un petit pays d'Afrique occidentale peuplé par près de 3,5 millions de personnes ; son économie est surtout agricole et dépend fortement de la terre et de ses ressources. La majorité de la population habite les zones rurales et pratique l'agriculture de subsistance et le commerce de produits forestiers pour obtenir des revenus. Les installations de santé sont médiocres et, à certains endroits, inexistantes ; la plupart des enfants n'ont pas accès à de l'eau potable ni à une éducation décente. Le pays figurait à la 182e place sur les 187 pays qui figuraient à l'Indice de développement humain du PNUD en 2011. Néanmoins, l'abondance de terres agricoles fertiles a permis à la population rurale du Libéria de survivre et de prospérer en dépit de ces circonstances si difficiles, au grand étonnement des gens de l'extérieur.

Comme dans beaucoup de pays de l'ouest de l'Afrique, comme le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la RDC, etc., l'industrie du palmier à huile s'y développe à un rythme alarmant, avec des répercussions négatives sur les moyens d'existence des communautés locales.

L'entreprise malaise Sime Darby – un des premiers producteurs de palmier à huile du monde – a passé avec le gouvernement du Libéria, le 23 juillet 2009, un contrat de location d'une durée de 63 ans concernant un total de 311 187 hectares, que l'on appelle la Grande Zone de Concessions. Cette zone est située à l'intérieur de quatre comtés : Gbarpolu, Grand Cape Mount, Bomi et Bong.

Lorsque le gouvernement a signé le contrat avec Sime Darby, l'accord a été considéré comme un nouveau jalon dans la course du pays vers la récupération économique et comme un pas fondamental vers le développement durable. L'entreprise a promis de créer des dizaines de milliers d'emplois et de contribuer au programme de redressement économique du gouvernement.

Les activités actuelles pour le développement des plantations de l'entreprise ont lieu dans les comtés de Bomi et de Grand Cape Mount. À Bomi, l'entreprise est en train d'enlever les vieux hévéas pour planter des palmiers à huile. À Grand Cape Mount, dans le district de Garwula, l'entreprise a installé une pépinière et elle a commencé à planter les 5 000 premiers hectares.

Pourtant, il arrive souvent que, lorsque les gens de la région parlent de Sime Darby, ils ne mentionnent pas les bénéfices qu'ils en ont tirés. En revanche, ils critiquent

les effets que les communautés ont subis là où l'entreprise a défriché la forêt et planté des palmiers à huile.

Les communautés du district de Garwula touchées par l'expansion des plantations de palmier à huile de Sime Darby se retrouvent dans une situation désastreuse : les plantations arrivent devant leurs portes, et elles engloutissent leurs fermes et leurs cultures. Les possibilités de subsistance sont rares. Suivant les gens de la zone, Sime Darby ne leur a payé aucune indemnité pour leurs champs. Ils affirment aussi que les indemnités payées pour les cultures détruites étaient insuffisantes, et que les zones boisées qu'ils utilisaient pour leurs activités culturelles ont été détruites elles aussi, et remplacées par des palmiers à huile.

« Nous n'avons pas eu le choix. La compagnie était là, le gouvernement lui avait donné la terre, ils étaient prêts à raser notre ferme et à détruire nos cultures : que pouvions nous faire ? Il fallait prendre ce qu'on nous donnait, ou bien ils allaient reprendre leur argent et tout détruire quand même », a dit un des habitants des villages de Baka et Kenemah.

La plupart des hommes et des femmes des villages concernés n'ont plus de travail, et leurs enfants ont faim. Les possibilités qui leur restent de gagner leur vie sont rares.

Le gouvernement du Libéria et Sime Darby sont responsables de la situation négative de ces communautés, puisqu'ils ont négocié un contrat qui, de toute évidence, ne peut pas être mis en œuvre sans violer les droits des tiers. Ces tiers sont les populations qui ont toujours occupé et utilisé la terre, les communautés qui possèdent des titres collectifs et privés de propriété de leur terre, les particuliers propriétaires de leurs champs, tous ceux qui sont propriétaires ou qui possèdent d'autres types de droits sur les terres comprises dans la zone de concession. Le contrat oblige le gouvernement à allouer à Sime Darby des terres sans aucun empêchement, ce qui est impossible dans les comtés choisis pour cette initiative.

Le fait de louer des terres coutumières et des propriétés privées à Sime Darby sans le consentement de ce qui les habitent ou les utilisent et de leurs propriétaires ou sans suivre la procédure appropriée représente une invite au conflit. Ainsi, il est fort probable que les communautés et les propriétaires privés des zones concernées tâcheront sans cesse d'empêcher l'application du contrat actuel. Cela pourrait porter Sime Darby et le gouvernement à recourir à des tactiques agressives pour que l'entreprise continue de se développer, ou bien Sime Darby pourrait accepter qu'elle ne peut pas appliquer le contrat et demander d'en renégocier les termes. La première option pourrait provoquer des conflits susceptibles de dégénérer en violences, mais la deuxième donnerait au gouvernement l'occasion de rectifier les erreurs commises pendant la négociation du contrat. Cela permettrait que les propriétaires privés et les communautés soient consultés de façon appropriée, et que ceux qui ont intérêt à avoir des plantations de palmiers sur leurs terres puissent négocier un accord équitable qui prenne en compte leurs moyens d'existence et la santé écologique de l'ensemble de leurs communautés.

Néanmoins, même si les contrats sont bien négociés et quelles que soient les incitations que le gouvernement et Sime Darby puissent offrir, il y aura

inéluclablement des propriétaires privés, des familles et des communautés qui ne voudront pas céder leurs terres aux plantations de palmier à huile. Le gouvernement et Sime Darby feraient bien de reconnaître et de respecter les droits et les intérêts de ces groupes. Cela permettrait au gouvernement non seulement de démontrer son respect authentique des lois, mais aussi de prouver qu'il fait passer les intérêts des citoyens avant toute autre considération.

Source : ce qui précède a été extrait de "Uncertain Futures. The impacts of Sime Darby on communities", publication récente du WRM et du SDI (Institut du développement durable) du Libéria. Ce livre de Silas Kpanan' Ayong Siakor est disponible sur http://wrm.org.uy/countries/Liberia/uncertain_futures.pdf

[index](#)

- Laos : l'expansion des plantations d'hévéas – encore des conflits avec les communautés

Par suite de la demande croissante de latex naturel qui a eu lieu ces dernières années, les grandes plantations d'hévéas sont en train de s'élargir au Laos, provoquant des conflits avec les communautés locales dans un pays où, au début des années 1990, il était accepté par tout le monde et reconnu par les érudits et par tous ceux qui étudient le pays que près de 80 % des habitants dépendaient directement des forêts et des fleuves pour leur bien-être physique, spirituel et culturel.

En 2010, les plantations commerciales d'hévéas qui existent dans le monde couvraient 9,8 millions d'hectares, et l'on suppose qu'elles atteindront 13,8 millions d'hectares en 2018. Près de 90 % de ces plantations se concentrent en Asie, en particulier en Indonésie, en Thaïlande et en Malaisie, et elles appartiennent majoritairement à de petits propriétaires. La production est surtout absorbée par l'industrie des pneus, étroitement liée à celle des véhicules à moteur qui, dans la région, se concentre en Chine. L'actuel boom concerne principalement des plantations à grande échelle ; un des pays de la région du Mékong où il a lieu est le Laos.

Il y a plus de 60 groupes ethniques dans le pays. Les plaines n'occupant que 20 % de la superficie, la plupart de la population habite dans les régions vallonnées et montagneuses. Les communautés rurales dépendent des forêts pour leur bien-être physique, spirituel et culturel. Or, lorsque l'idéologie économique a changé vers la fin des années 1980 et que le gouvernement du Laos a ouvert le territoire à l'économie mondiale, les communautés forestières ont subi les conséquences de l'extraction commerciale et de l'exportation de bois.

En 1990, le pays a adopté le Plan d'action forestier tropical (PAFT) que la Banque mondiale et la FAO ont préconisé dans plusieurs pays. Une des propositions du PAFT consistait à investir dans la plantation d'arbres. Après l'ère de l'exploitation forestière, les plantations d'arbres en régime de monoculture devaient jouer un rôle capital au Laos en tant que moyen de transformer en capital les forêts et les terres boisées. Le gouvernement et les entreprises de plantation ont encouragé la

plantation d'arbres – qui interférait avec la terre, la forêt et les moyens d'existence des habitants – en promettant à la population rurale des emplois et des revenus.

Ainsi, depuis la fin des années 1990 l'industrie du caoutchouc s'est développée au Laos. Si quelques petits propriétaires locaux participent aux investissements, près de 75 % des plantations sont de grandes dimensions et appartiennent à des transnationales chinoises, vietnamiennes et thaïlandaises. D'après le Ministère du Commerce, en 2007 il y avait 40 compagnies qui cultivaient des hévéas sur une superficie de 182 900 hectares qu'elles avaient obtenus sous la forme de concessions.

Les plantations d'arbres en expansion ont de graves effets négatifs sur les communautés locales. Premièrement, les concessions accordées aux entreprises se superposent souvent aux terres utilisées par les communautés, ce qui crée des conflits territoriaux. Au Laos, la terre appartient à l'État socialiste, mais la législation reconnaît les droits coutumiers d'utilisation permanente de la terre. Cependant, les habitants des villages sont encore obligés d'obtenir un certificat qui garantit leur droit à utiliser la terre de façon permanente. Le plus souvent, les gens n'en sont pas au courant, parce que le gouvernement ne les en informe presque jamais. Ainsi, ils n'ont pas la possibilité d'exercer leurs droits, et les transnationales s'emparent facilement des terres que les communautés utilisent.

Il arrive souvent que l'entreprise, une fois que le gouvernement lui a accordé la concession, contacte le leader du village pour lui communiquer la date où elle entend faire la plantation et pour obtenir son appui. En général, les zones visées sont voisines des rizières de montagne, que le gouvernement a décidé depuis longtemps de supprimer dans le cadre du « Programme de stabilisation de la culture itinérante ». Alléchés par les promesses d'emplois pour la communauté, et harcelés par les critiques contre l'agriculture itinérante traditionnelle, les leaders communautaires acceptent de signer un document qui certifie que la plantation a été « permise ».

Pourtant, quand la compagnie commence à défricher et à planter des arbres, la population découvre que très peu d'emplois ont été créés et que la plupart d'entre eux ne durent qu'un an. En outre, elle se plaint que les salaires sont mauvais et que, quand il faut appliquer des pesticides, on ne leur donne pas l'équipement protecteur nécessaire et que cela a de graves répercussions sur leur santé.

Dès que les arbres ont été plantés, d'autres effets négatifs se font sentir. La communauté comprend alors vraiment ce que le projet représente. Les zones occupées par la compagnie sont le plus souvent des forêts mixtes où, par exemple, la communauté cueille des champignons, du bambou et d'autres produits forestiers. En plus, les applications de pesticides polluent l'environnement et, en particulier, les rizières voisines des plantations.

L'accroissement de la demande industrielle de caoutchouc naturel au cours des dernières années a déclenché l'expansion des plantations d'hévéas mais aussi le nombre des conflits entre les transnationales et les communautés du Laos. Pour réduire ces conflits et éviter qu'ils se reproduisent, la seule solution serait de respecter pleinement les droits des habitants des forêts à utiliser leurs terres et leurs

forêts.

Pourtant, une suspension temporaire des concessions décidée par le gouvernement en 2007 pour étudier les problèmes qu'elles entraînaient n'a pas eu de grands résultats. Au contraire, les compagnies veulent toujours augmenter la surface de leurs plantations, et le gouvernement entend planter 300 000 hectares supplémentaires d'hévéas pendant la prochaine décennie.

Article basé sur une visite à la région du Mékong, « Panorama des plantations industrielles d'arbres : conflits, tendances et luttes de résistance » (<http://www.wrm.org.uy/publications/EJOLTplantations.pdf>) et sur le résumé du rapport "Research evaluation of economic, social and ecological implications of the programme for commercial tree plantations", étude de cas sur le caoutchouc dans le sud du Laos, août 2009, rédigé en collaboration par CRILN/NLMA, le bureau du Premier ministre du Laos, la Faculté des sciences sociales de l'Université de Chiang Mai, Thaïlande, et la Fondation pour la récupération écologique, Thaïlande.

[index](#)

- Indonésie : la communauté de Bayat œuvre pour la vie

En Indonésie, les concessions pour des plantations d'arbres sont un type d'exploitation forestière mis en œuvre par de grandes entreprises. Le Ministère des Forêts a déjà octroyé à cette fin 9 millions d'hectares, bien que toutes les concessions ne soient pas affectées à la plantation d'arbres. Jusqu'en 2011, sur le total des plantations autorisées, celles qui étaient bien gérées par les entreprises bénéficiaires des concessions ne représentaient pas plus de la moitié. En fait, ces concessions ont modifié les fonctions naturelles de la diversité forestière et causé une série de problèmes en cascade : elles ont eu des répercussions sur les rapports sociaux et sur la souveraineté des peuples indigènes et des paysans qui habitent la zone concernée, elles ont détérioré les connaissances et le système d'alimentation local, et elles ont puisé dans les sources des macro-capitaux pour renflouer l'industrie des plantations d'arbres en risque de faillite.

Les faibles sanctions prévues par le gouvernement en ce qui concerne l'aléa moral permet aux grandes entreprises de laisser des millions d'hectares de terres dans une situation incertaine : par exemple, des entreprises demandent un permis d'exploitation pour une plantation, abattent les arbres de la forêt, emportent le bois, gagnent beaucoup d'argent et laissent derrière elles une forêt détruite. Une de ces grandes entreprises est la PT Pakerin, une compagnie de plantation d'arbres de la Régence Musi Banyu Asin, dans la province de Sumatra du Sud.

PT Pakerin a reçu du ministre des Forêts, en 1998, l'autorisation d'exploiter en concession une plantation d'arbres de plus de 43 000 hectares, et elle a commencé à fonctionner en 1992. La concession de PT Pakerin avait pris plus de 7 000 hectares sur les terres des habitants du village de Simpang Bayat. La société de Simpang Bayat luttait pour défendre ses droits, mais la compagnie était protégée par un « mur » très solide : elle bénéficiait du soutien du gouvernement et de l'appareil militaire.

En 1997, un incendie a détruit les arbres de PT Pakerin, et la direction de l'entreprise a décidé de cesser toute activité. Pendant les dix années suivantes, aucune activité n'a eu lieu. À partir de 2010, la communauté de Simpang Bayat a commencé lentement à réoccuper les terres qui appartenaient à leur village. Les habitants ont bâti de petites maisons, ils sont convenus de gérer la terre collectivement, et ils ont commencé à la travailler pour gagner leur vie.

À présent, sur les 7 000 hectares du village de Simpang Bayat dont PT Pakerin s'était emparée, près de 1 500 hectares ont été récupérés par la communauté. Près de 750 maisons ont été construites ; elles sont habitées par 400 familles, soit plus de 1 000 personnes. La communauté a construit aussi des installations telles qu'une rue, un lieu de culte, le secrétariat du village et une école élémentaire qui est en cours de planification. Pour couvrir ses besoins quotidiens, la société produit du charbon pour la vente, cultive des légumes et des fruits et élève du bétail. Pensant à l'avenir, la communauté est en train de planter des hévéas.

Pour s'organiser et pour consolider la lutte, la communauté a créé une organisation dénommée Dewan Petani Sumatera Selatan (Conseil des agriculteurs du Sumatra du Sud). Cette organisation a défini, en collaboration avec les agriculteurs locaux, des réglementations concernant son fonctionnement et l'utilisation de la terre.

Cette action de la communauté de Simpang Bayat a provoqué des réactions chez la PT Pakerin. L'entreprise a dénoncé à la police que les habitants de Simpang Bayat exploitaient illégalement la terre. Certains leaders de l'organisation d'agriculteurs ont été arrêtés et la police a essayé d'intimider la communauté de diverses manières, mais les agriculteurs n'ont pas faibli. La communauté de Simpang Bayat continue de revendiquer ses droits à la terre et à la vie.

Rivani Noor, CAPPA, www.cappa.or.id

[index](#)

- Brésil : l'expansion accélérée du palmier à huile dans la région amazonienne

La surface plantée de palmiers à huile au Brésil a toujours été relativement petite, par rapport à d'autres pays producteurs latino-américains. Pourtant, tout semble indiquer que les transnationales brésiliennes les plus grandes, comme Vale et Petrobras, ont l'intention de développer rapidement les plantations de ce genre dans le but de produire du biodiesel, surtout dans l'État de Pará.

Au cours des dernières décennies, l'entreprise qui a le plus développé les plantations industrielles de palmier à huile dans l'État de Pará est la société brésilienne Agropalma, qui en possède aujourd'hui 39 000 hectares propres et 10 000 hectares appartenant à des agriculteurs. Sa production principale a toujours été l'huile de palme pour l'élaboration d'aliments, de cosmétiques et de produits chimiques. Naguère encore, la production de biodiesel était considérée comme inviable. Or, la situation est en train de changer depuis que des transnationales ont commencé à s'introduire dans le secteur des plantations de palmiers.

Un nouveau projet de Vale, une des plus grandes entreprises minières du monde, est maintenant en cours. En 2011, Vale a acheté 70 % de l'entreprise Biopalma qui, en 2009, avait 5 000 hectares de plantations et qui compte aujourd'hui avec 50 000 hectares plantés de palmiers. Le projet de Vale consiste à porter la superficie de la plantation à 80 000 hectares, dont 60 000 lui appartiendraient et 20 000 correspondraient à des terres appartenant à des agriculteurs qui produiraient en régime de sous-traitance. D'après l'entreprise, près de 600 familles participent à ce projet et elle espère atteindre une production annuelle de 500 000 tonnes d'huile avant 2019.

L'objectif de Vale est de produire du biodiesel pour les trains de l'entreprise, qui transportent de façon ininterrompue le minerai de fer de la région de Carajás jusqu'à la côte. De là, la matière première est exportée vers les grands marchés consommateurs.

D'après l'entreprise, le projet de Biopalma « contribuera à la matrice énergétique de Vale de façon renouvelable et durable, et collaborera à la préservation de l'environnement ». En plus, il s'agirait d'un « vecteur social positif » et d'un moyen de « générer des revenus et de favoriser l'établissement des paysans ». Vale ajoute que le projet diminuerait aussi les émissions de carbone de l'entreprise grâce à l'utilisation de biodiesel à la place du diesel conventionnel.

L'autre transnationale qui est en train d'investir dans le palmier à huile à Pará est Petrobras, la pétrolière d'État du Brésil, une des plus grandes d'Amérique. Un de ses projets consiste à planter de palmiers, à partir de 2013, 24 000 hectares de terres appartenant à 1 250 agriculteurs. D'autre part elle s'est associée avec la multinationale pétrolière portugaise Galp Energia pour constituer la société Belém Bioenergia. Le projet consiste à planter 50 000 hectares de palmiers en travaillant avec 1 000 agriculteurs. La production escomptée est de 300 000 tonnes d'huile par an et elle sera exportée au Portugal, où l'on installera une raffinerie dans la ville de Sines pour produire, à partir de 2015, du greendiesel ou « diesel vert » à destination des marchés du Portugal et d'Espagne.

Le progrès exponentiel du palmier au Brésil, qui bénéficie de l'appui du gouvernement, soulève plusieurs inquiétudes. Premièrement, il s'agit d'un projet avantageux pour deux entreprises de grande envergure, connues pour avoir causé de graves dégâts dans les régions où elles s'établissent : Vale, au Mozambique par exemple, par ses activités minières ; Petrobras, au Brésil, par ses effets sur la vie des pêcheurs [voir l'éditorial du bulletin n° 180]. En 2012, Vale a remporté le « Public Eye Award », un « prix » international décerné à l'entreprise qui a causé le plus de problèmes d'ordre social et environnemental et dans le domaine du travail.

En outre, le projet de production de biodiesel n'est pas aussi « vert » ni aussi « renouvelable » qu'il en a l'air. Dans le cas de Vale, il est prévu de remplacer par du biodiesel 20 % à peine du carburant consommé par les trains de l'entreprise ; les 80 % restants correspondront toujours au diesel conventionnel. Cela permet de maintenir le processus d'extraction de minerai à grande échelle et le modèle de production et de consommation non durable d'une minorité de l'humanité, situation que Vale ne prétend pas modifier. En plus, son transport ferroviaire a fait l'objet de nombreuses plaintes des habitants de la zone qui en subissent l'impact.

Si, d'une part, la production de palmiers peut être profitable à un groupe d'agriculteurs familiaux qui vont les cultiver et vendre les fruits à Vale ou à Petrobras, d'autre part ces mêmes agriculteurs deviennent dépendants de l'entreprise et doivent céder à ces transnationales une partie de leurs petites terres, pendant une longue période et pour un système de monoculture à base de produits chimiques. Ainsi, les entreprises accaparent de plus en plus de terres dans un État qui est considéré comme le plus violent du Brésil en raison de graves conflits fonciers entre les grands propriétaires et les familles sans terre, et de l'absence d'une politique structurelle de réforme agraire de la part du gouvernement fédéral.

Finalement, l'accumulation de terres n'a pas lieu seulement dans les zones de production de palmiers. Vale, par exemple, affirme que chaque hectare planté implique la préservation d'un hectare de forêt indigène, et que la plantation de palmiers est une manière de « récupérer » les terres. Or, il ne faut pas oublier que la préservation de la forêt indigène est obligatoire selon la législation brésilienne, et que le fait d'avoir des forêts permet à Vale de faire des profits au moyen, par exemple, de la commercialisation du carbone sur le marché des « services écologiques » qui est en train de se développer très vite au Brésil, et grâce à une série de réformes législatives qui portent sur le Code forestier et sur de nouvelles lois qui régissent les questions de ce genre.

Malgré les discours « verts », la production de palmiers à huile a déjà suscité des conflits ; ainsi, le peuple indigène Tembé s'est plaint de la pollution des sources d'eau de son territoire provoquée par l'application de produits toxiques dans les zones plantées de palmiers. D'après un cacique de la région, « pour nous, le palmier ne marche pas ; ce qui marche c'est le riz, les haricots, les poulets et les poissons ». Ils ont dit aussi que « le guariba [le singe hurleur] est silencieux maintenant, parce que le gibier et les poissons sont en train de disparaître à cause du déboisement, et les animaux n'ont plus de place pour se cacher en dehors de notre zone ». Cependant, pour Vale et pour Petrobras le palmier marche très bien, puisque c'est une nouvelle source de profits et que, par-dessus le marché, il est « vert ».

- Agricultura familiar ganha com biodiesel do dendê. Valor Econômico (2012),

http://www.abdi.com.br/Paginas/noticia_detalhe.aspx?i=1307.

- Biopalma chega a acordo com índios. O Liberal,

<http://www.orm.com.br/projetos/oliberal/interna/default.asp?modulo=247&codigo=591475>.

- Biodiesel: Projeto Biopalma, http://www.fAAP.br/cees/biodiesel/pdf/ivo_foto.pdf

[index](#)

- Chili : des ingénieurs forestiers dénoncent les plantations de Forestal Anchile Ltda.

En juillet de cette année ont été publiés les résultats d'une enquête menée en 2010 par l'Association des ingénieurs forestiers pour la forêt indigène. Cette évaluation forestière indépendante a donné lieu à un rapport sur les répercussions

environnementales et sociales des plantations d'arbres de l'entreprise Forestal Anchile Ltda., et à des plaintes déposées auprès de la Corporación Nacional Forestal (CONAF) du Chili, qui dépend du ministère de l'Agriculture.

Forestal Anchile Ltda, qui appartient aux sociétés japonaises Daio Paper et Itochu Corporation, est un des principaux exportateurs de copeaux de bois du Chili, à l'intention surtout du marché japonais. La propriété de l'entreprise s'étend de la commune de Toltén, dans la région d'Araucanía, jusqu'à Fresia, dans la région des Lagos, et l'enquête a porté sur la région de Los Rios et Los Lagos, sur les communes de Valdivia, Corral et La Unión, où se concentre la plus grande partie du domaine. La superficie de celui-ci atteint à l'heure actuelle 61 069,1 ha, dont 28 043,8 ha sont affectés à des plantations d'arbres, surtout *Eucalyptus globulus* et nitens, *Pinus radiata*, *P. Oregon* et d'autres espèces.

Le travail s'est centré sur trois secteurs de la cordillère de la Costa de Valdivia, dans la région de Los Ríos. L'un d'eux est situé à proximité de forêts indigènes fragmentées ou continues, qui font partie de la forêt tempérée pluviale côtière, reconnue comme une des 25 zones du monde qui sont prioritaires pour la conservation, en raison de sa grande fragilité et parce qu'elle héberge une forte diversité d'espèces végétales et animales endémiques.

La substitution de la forêt indigène par des plantations d'espèces exotiques (d'abord *Pinus radiata* et plus tard *Eucalyptus* spp.), qui a commencé dans les années 1980 par suite de l'achat de nombreuses terres par des entreprises forestières et de l'émigration de la population rurale de ces régions vers Valdivia, est un facteur déterminant de la forte diminution de la biodiversité et de la fragmentation des forêts originelles.

Le rapport rend compte de pratiques forestières à fort impact environnemental, et du non-respect de la législation forestière dans toutes les propriétés de Forestal Anchile qui ont été visitées. Ces pratiques consistent dans « l'intervention et/ou la destruction de zones de protection de cours d'eau, la perte de sols dans des zones à forte pente en raison de l'utilisation de méthodes de récolte mécanisées, la substitution graduelle de la végétation indigène qui sert à protéger les cours d'eau, la coupe de rejets d'essences indigènes pendant la récolte des plantations, et la coupe à blanc de grandes étendues, avec de fortes répercussions sur le paysage de zones adjacentes à des sites prioritaires pour la conservation de la biodiversité au Chili ».

L'étude mentionne aussi « l'effet de l'application d'herbicides dans la zone du micro-bassin où prennent leur source les affluents du fleuve Futa ».

Les résultats de cette enquête permettent d'affirmer « que les mauvaises méthodes appliquées par Forestal Anchile pour la création et la récolte de ses plantations ont un fort impact sur les écosystèmes terrestres et aquatiques de la région, ainsi que sur les activités et les initiatives des communautés rurales locales qui essaient d'encourager le tourisme et de récupérer le paysage et les fonctions écosystémiques de la forêt indigène, en particulier la production d'eau à usage domestique et pour l'irrigation ».

Malgré tout ce qui précède, Forestal Anchile a été certifiée par le FSC (Forest Stewardship Council), ce qui veut dire que ses plantations d'arbres sont censées être « durables ». Le 15 décembre 2002, l'entreprise a reçu le label du FSC, et celui-ci a été actualisé depuis 2003 au moyen d'inspections annuelles. C'est la preuve que le système de certification du FSC (et d'autres de moindre importance) ne tient pas compte d'aspects aussi graves, et souvent inhérents à la monoculture d'arbres à grande échelle, que la déforestation et ses effets.

Le rapport signale « les faiblesses de la législation forestière actuelle, des institutions et des systèmes de certification qui, ensemble, facilitent et laissent impunis les effets négatifs des plantations de Forestal Anchile ; on constate que l'inspection des parcelles dénoncées manque de rigueur, que les amendes sont insignifiantes par rapport aux dégâts occasionnés, et que le processus de certification manque de transparence, tant du côté de l'entreprise que de celui des inspecteurs. Le tout conspire contre la crédibilité du système FSC, en raison de l'incohérence constatée entre les critères et les principes pour la certification forestière, et la réalité observée dans une partie de la propriété d'une entreprise qui bénéficie de ce label depuis 2002 ».

Ajoutons que tout ceci met en évidence, une fois de plus, que la certification est devenue un outil qui permet aux grandes entreprises de légitimer leurs affaires. Grâce au « label vert », elles peuvent imposer des systèmes de production nuisibles par définition et dangereux pour des écosystèmes de grande valeur, comme c'est le cas des plantations d'arbres en régime de monoculture.

Article basé sur : "Informe de resultados. Monitoreo forestal independiente a patrimonio de Forestal Anchile Ltda. en la región de Los Ríos y Los Lagos", Juillet 2012, http://www.bosquenativo.cl/descargas/documentos_AIFBN/Informe_Monitoreo_Anchile_28_08_12.pdf

[index](#)

- Uruguay : des fonds d'investissement dénoncés pour afforestation illégale dans une zone protégée

La Quebrada de los Cuervos, située dans la région montagneuse du département de Treinta y Tres, a été la première zone à être incluse (en 2008) dans le Système national de zones protégées de l'Uruguay, en raison de la richesse de son paysage, de la présence d'écosystèmes indigènes représentatifs et de sa diversité biologique. Constituée par des herbages, des forêts de ravin, des forêts-galeries et des ruisseaux, elle joue le rôle de couloir biologique pour de nombreuses espèces végétales et animales.

Son classement en tant que « paysage protégé » permet aux habitants des champs situés dans la zone et dans les alentours de s'y adonner à leurs activités productives traditionnelles. Le Plan de gestion correspondant prévoit la création d'une zone qui a été acceptée par les voisins mais, à ce jour (des années plus tard), les autorités ne l'ont pas encore confirmée officiellement.

Parmi les activités qui sont interdites dans la zone protégée parce qu'elles la mettent en danger figurent l'afforestation et l'extraction minière. Logiquement, ces activités devraient être interdites également dans la zone tampon. Or, ces dernières années des entreprises forestières comme la nord-américaine Weyerhaeuser (Colonvade), la britannique Pradera Roja (Phaunos Timber Fund, un fonds d'investissement) et la nord-américaine Forestal El Arriero (Global Forests Partners, un fonds de pensions) y ont fait des plantations de pins et d'eucalyptus. Ces espèces exotiques et envahissantes représentent un danger pour la Quebrada de los Cuervos.

Les fonds d'investissement dans l'afforestation. Ces dernières années, la présence dans notre campagne de fonds d'investissement ou de fonds de pensions de pays du Nord a pris de l'importance. Ils achètent des terres, en Uruguay et dans d'autres pays du Sud, pour les transformer en plantations industrielles d'eucalyptus, qui sont très rentables pour les investisseurs mais qui ont de graves effets sur la société et sur l'environnement local. Par exemple, le Phaunos Timber Fund vient de vendre à un investisseur privé 690 hectares plantés d'eucalyptus dans la localité de Cerro Chato ; il a obtenu 2 900 000 USD pour ces terres qu'il avait payées 1 300 000 USD en 2009.

En 2009, cette entreprise a été dénoncée par les voisins de la Quebrada pour avoir mis en œuvre un projet forestier sans avoir informé le ministère de l'Environnement de son emplacement à côté de la zone protégée, sans respecter les critères de base pour éviter l'érosion du sol, et en appliquant de grands volumes de produits agricoles toxiques qui ont provoqué la mort de la faune indigène. Par suite de cette plainte, l'entreprise a dû suspendre temporairement ses activités et, quelques mois plus tard, elle a été condamnée à une amende d'un montant dérisoire sans qu'on ait jamais su si elle a été payée.

Le cas de Forestal El Arriero S.A. Le même parcours a été suivi par l'entreprise Forestal El Arriero S.A., propriété de la société nord-américaine Global Forests Partners qui gère des investissements de fonds de pensions dans l'afforestation. À ce jour, elle possède en Uruguay 26 000 ha de terres, dont 16 000 ont été plantés d'arbres et sont gérés par la société chilienne Cambium Forestal S.A.

Forestal El Arriero a fait en 2009 une plantation de pins dans l'établissement « El Obdulio » (situé à l'intérieur de la zone tampon de la Quebrada de los Cuervos) sans l'autorisation préalable du ministère de l'Environnement. Cette autorisation n'a été demandée que lorsque les arbres mesuraient plus d'un mètre et que l'étape d'application de produits toxiques était terminée.

Cette fois encore, grâce aux plaintes et aux témoignages présentés par les voisins en avril 2011, on a pu démontrer que cette plantation avait été faite de façon illégale. L'entreprise a violé les réglementations du pays et les techniciens qui ont fait l'étude d'impact environnemental lorsque les arbres étaient déjà là sont responsables d'avoir faussé l'information qu'ils ont fait parvenir au ministère. Le ministère a décidé de suspendre toute activité de l'entreprise et l'a déclaré « passible » d'amende, mais il lui a permis de poursuivre les démarches pour obtenir l'autorisation environnementale.

Les opinions locales. Benedicte, une des fondatrices de la Société pour le développement rural de la Quebrada de los Cuervos, affirme que « les voisins de la zone se sentent lésés par cette plantation de pins, une espèce considérée comme envahissante, par l’empoisonnement de l’eau du Yermal Chico et par la mort des animaux indigènes, par l’application d’herbicides, et surtout par la destruction totale de la prairie naturelle. La Société revendique le droit de la population locale à la terre et celui de maintenir et de développer ses méthodes traditionnelles d’élevage dans des prairies naturelles. Nous refusons les plantations à grande échelle, l’utilisation de produits toxiques et l’extraction minière, parce qu’elles portent atteinte à notre culture et à notre mode de vie ».

Carlos, qui habite dans la zone depuis 23 ans, affirme que le problème les inquiète beaucoup parce que « d’un côté, on définit une zone noyau qui correspond à la zone protégée, et une zone adjacente – ou zone tampon – pour la protection de la Quebrada. Or, c’est là qu’on est en train de planter des pins, et il existe même des projets d’extraction de roche calcaire : il y a quelque chose qui ne va pas ! C’est pourquoi nous sommes ici [à l’audience], pour manifester notre mécontentement et pour savoir comment il est possible qu’après que nous avons dénoncé en avril 2011 que l’entreprise avait planté et pulvérisé les champs de façon illégale, sans l’autorisation du ministère de l’environnement (DINAMA) et sans évaluation d’impact environnemental, vous soyez là à nous présenter le projet comme s’il s’agissait de quelque chose de nouveau ».

Ana María, voisine de la zone membre de l’AMRU (Association de femmes rurales de l’Uruguay), nous raconte que « ce qui nous inquiète en premier c’est le problème de l’eau, polluée par l’application de produits chimiques toxiques qui portent atteinte aussi à la flore et à la faune caractéristiques de la région. Après ces applications, on trouve toujours des animaux morts. Il y a là des espèces qui meurent ou qui émigrent, certaines commencent à disparaître, à l’avenir nous aurons un grand désert vert, ici et dans tous les autres endroits de l’Uruguay où se concentrent les plantations d’arbres. Notre pays est très petit, nous ne pouvons pas avoir de si grandes étendues affectées à la monoculture. Il faut y mettre un frein, il faut dire ça suffit comme ça ! ».

La responsabilité des autorités. Le rôle du Système national des zones protégées (SNAP d’après l’espagnol) s’est estompé ; le retard dans l’approbation de la version définitive du Plan de gestion encourage indirectement l’établissement de projets forestiers et miniers dans la région.

Il est urgent de concrétiser les mesures proposées dans le Plan de gestion : officialiser les limites proposées pour la zone tampon, éliminer la « priorité forestière » des sols compris dans la zone tampon, appliquer des mesures de précaution tant que la Loi d’aménagement territorial de la région n’aura pas été adoptée, et restreindre la mise en œuvre de projets tels que l’afforestation, l’extraction minière et la construction d’installations industrielles en amont de la zone protégée.

Le « frein » est entre les mains du SNAP, du ministère de l’Environnement, de la Direction forestière et de la Municipalité de Treinta y Tres. Ces autorités pourront-elles dire « ça suffit comme ça » et miser sur ce qui, à court terme et à long terme, sera le plus avantageux pour la population locale et pour le pays ?

Extraits de l'article "Fondos de inversión denunciados por forestación ilegal en la Quebrada de los Cuervos" envoyé par l'organisation Guayubira, <http://www.guayubira.org.uy>. La version intégrale de l'article figure sur <http://www.guayubira.org.uy/2012/10/fundos-de-investimento-denunciados-por-plantacao-ilegal-de-arvores-na-regiao-da-quebrada-de-los-cuervos-2/>

[index](#)

- Les plantations industrielles d'arbres dans le marché financier

Les marchés financiers spéculatifs ont de plus en plus de pouvoir sur l'économie et sur la vie, par suite de la crise capitaliste qui commença dans les années 1970.

D'après les recherches de l'organisation d'information financière PEI Media Ltd. (*), parmi les instruments d'investissement associés à la nature l'investissement dans l'exploitation forestière porte sur plusieurs types d'actifs : des plantations d'arbres créées surtout pour la production de bois, des forêts exploitées pour le bois, des produits non ligneux, le piégeage de carbone et la conservation de la biodiversité. Les actifs consistent souvent aussi bien dans des terres que dans les arbres sur pied qu'elles contiennent, mais l'investissement peut porter sur les unes ou sur les autres.

En tant que classe d'investissement institutionnel – où des organisations d'investisseurs mettent en commun de grandes sommes d'argent – l'investissement dans l'exploitation forestière a commencé il y a moins de 30 ans ; à l'époque, les gestionnaires achetaient à l'industrie de produits forestiers des terres sans valeur stratégique, au nom de clients institutionnels prudents. S'agissant d'un bien de longue durée, stable et peu soumis à l'inflation, l'exploitation forestière attire ceux qui font des investissements à long terme : des investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension publics et privés, les fondations et les compagnies d'assurance, qui sont devenus les principaux acteurs du marché mondial d'investissement dans l'exploitation forestière.

PEI signale qu'aux États-Unis les investissements de ce genre représentent à l'heure actuelle 1 ou 2 % des portefeuilles de certains grands fonds de pension. Les fonds qui incluent des éléments concernant l'exploitation forestière deviennent de plus en plus courants. À présent, les capitaux placés dans celle-ci représentent environ 70–80 milliards USD.

En examinant le processus de l'investissement dans l'exploitation forestière, PEI signale que les organisations privées de gestion de l'investissement dans le bois (TIMO) sont devenues les principales propriétaires de forêts aux États-Unis. Dans les années 1990, le nombre des TIMO a augmenté et les actifs qu'elles géraient aux États-Unis sont passés d'environ 1 milliard à 10-12 milliards de dollars. Vers la fin de la décennie, les TIMO avaient commencé aussi à s'introduire dans certains marchés émergents à faible capital.

Les taux de croissance élevés, les faibles coûts de production de bois, la proximité des marchés et de la demande et l'augmentation du prix de la terre ont contribué à accroître le rapport des capitaux pendant cette période. À la fin du 20e siècle, l'Amérique latine (surtout le Brésil et le Chili) et l'Océanie (l'Australie et la Nouvelle-Zélande) sont devenues des régions attrayantes pour l'investissement dans l'exploitation forestière.

Les recherches de la PEI signalent que, en 1996, la montée en flèche du prix des arbres sur pied, qui avait été bonne pour les investisseurs, avait provoqué la fermeture des scieries occidentales, et que la capacité de production et la demande s'étaient déplacées vers le Sud. Les méthodes de plantation et la technologie ayant progressé, la productivité à l'hectare avait augmenté à tel point qu'une muraille de bois semblait avancer de partout, aussi bien d'Australie et de Nouvelle-Zélande que d'Amérique du Sud. Cette convergence a fait chuter le prix du bois sur pied d'environ 33 % entre 1998 et 2001. De 1996 à 2000, les investisseurs institutionnels avaient acquis aux États-Unis, surtout par le biais des TIMO, près de 7,9 millions d'acres d'une valeur approximative nette de 5 milliards USD. Dans la période 2001-2004, lorsque la bulle technologique a éclaté, le marché financier a décliné et davantage de capitaux institutionnels ont commencé à chercher où se placer, de sorte qu'il y a eu un transfert sans précédent d'actifs vers les investisseurs institutionnels. Une fois de plus, la demande dépassait l'offre. De 2005 à 2009, l'industrie des produits forestiers a commencé à se débarrasser de ses propriétés forestières et les TIMO sont devenus les plus grands acheteurs des États-Unis. Weyerhaeuser est maintenant la seule entreprise publique intégrée de produits forestiers à posséder encore des propriétés forestières significatives.

Selon PEI, le marché forestier actuel tend à avoir deux types d'investisseurs : ceux qui ont déjà participé aux marchés traditionnels et qui recherchent des opportunités dans des régions émergentes qui présentent des caractéristiques de risque et de rapport plus agressives, et les nouveaux investisseurs qui s'intéressent davantage aux possibilités offertes par les marchés conventionnels. De façon générale, les investisseurs institutionnels sont toujours les principaux acteurs des marchés mondiaux de l'investissement dans l'exploitation forestière : ils sont propriétaires des trois quarts des investissements privés gérés par les TIMO. Tandis qu'une bonne partie du capital investi dans cette classe d'actifs provient d'investisseurs chevronnés d'Amérique du Nord, les Européens commencent maintenant à y participer davantage. Les capitaux des investisseurs d'Amérique du Sud et d'Océanie sont placés surtout dans leurs propres régions.

Comme l'explique l'organisation d'information financière PEI, à mesure que davantage de capitaux sont investis dans l'exploitation forestière, les investisseurs ont plus de choix pour structurer leur participation, non seulement en faisant et en gérant des investissements uniquement dans un contexte privé mais aussi par le biais de véhicules publics, particulièrement attrayants pour ceux qui préfèrent des niveaux de liquidités élevés. Ces véhicules sont souvent structurés en tant que fonds de placement immobilier (REIT, Real Estate Investment Trusts) ou fonds de placement négociables en bourse (ETF, Exchange Traded Funds) dont, à l'heure actuelle, Plum Creek Timber Company (PCL), Rayonier Inc. (RYN) et Potlatch Corporation (PCH), trois importants REIT forestiers basés aux États-Unis. C'est aussi

le cas de deux autres ETF : Phaunos Timber Fund (géré par le gestionnaire de fonds de couverture Four Winds Capital Management) [voir l'article sur l'Uruguay) et Combium Global Timberland Ltd. (géré par Cogent Partners).

Ce que le WRM et beaucoup d'autres organisations et mouvements écologistes et sociaux disent depuis longtemps est que, malheureusement, le changement climatique est devenu une nouvelle source de profits potentiels pour les investisseurs financiers.

Les renseignements réunis par PEI le confirment en ce qui concerne les investissements en exploitations forestières. Le rapport de PEI dit que, dans les années 1990, les associations créées entre des compagnies industrielles et de grandes ONG conservationnistes pour promouvoir les plantations d'arbres ont découvert la voie vers le marché des crédits de carbone ; celui-ci a permis la réalisation de nouveaux investissements forestiers grâce au Protocole de Kyoto de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les émissions négociées sur le marché du carbone offrent de nouvelles possibilités aux investisseurs en exploitations forestières, lesquels font bon accueil également à la promotion de l'énergie à base de biomasse car elle risque fort d'accroître la demande en bois.

Les recherches et les données de l'organisation d'information financière PEI nous permettent de confirmer que les plantations d'arbres – auxquelles s'opposent de nombreuses communautés pour les répercussions évidentes qu'elles ont sur les écosystèmes, la biodiversité, les sources d'eau et les moyens d'existence – sont une affaire profitable pour de plus en plus de capitaux d'investissement collectifs.

La différence de ces nouveaux propriétaires est qu'ils sont hors d'atteinte pour les communautés locales qui défendent sur le terrain leurs moyens de survie. La difficulté à identifier les propriétaires des plantations d'arbres pour pouvoir les confronter est un problème que nous devons surmonter en travaillant ensemble.

(*) "Investing in Timberland", PEI Media Ltd., août 2010.

[index](#)

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- La Journée internationale contre la monoculture d'arbres dans le monde

À l'occasion de la Journée internationale contre la monoculture d'arbres, des organisations, des réseaux et des mouvements du monde entier ont célébré le 21 septembre la campagne annuelle de résistance qui grandit chaque année pour réclamer que l'on arrête l'expansion des plantations industrielles d'arbres qui menacent la souveraineté de nos peuples.

Nous présentons ci-dessous quelques-unes des activités que le WRM a pu enregistrer.

INTERNATIONALES

Le Réseau latino-américain pour les mangroves a adhéré à la journée internationale en créant une bannière qui montre l'importance écologique et sociale et la diversité de l'écosystème de mangrove, par rapport aux impacts des plantations d'arbres en régime de monoculture. La bannière peut être téléchargée depuis :

http://www.wrm.org.uy/plantaciones/21_set/2012/Guatemala.html

Le Réseau latino-américain contre les plantations industrielles d'arbres a publié une déclaration contre la prolifération de la monoculture en Amérique latine, en mettant l'accent sur le nouveau facteur de cette expansion: la demande d'agrocombustibles, aussi bien à base d'huile de palme que de bois, des pays du Nord. La déclaration figure sur : http://www.wrm.org.uy/plantaciones/21_set/2012/RECOMA_Declaration.html (anglais) et

http://www.wrm.org.uy/plantaciones/21_set/2012/Declaracion_RECOMA.html (espagnol)

Radio Mundo Real, la radio des Amis de la Terre International, a divulgué une courte vidéo intitulée « Occupation silencieuse », qui dénonce l'avance des plantations industrielles d'arbres dans plusieurs régions du monde. La vidéo fait référence aussi à la résistance de plusieurs communautés. Vous la trouverez à l'adresse :

<http://vimeo.com/49907929>

Les organisations Global Forest Coalition, Biofuelwatch, Critical Information Collective et Global Justice Ecology Project ont publié une mise en garde contre les plans de l'UE et des États-Unis de développer la bio-économie en remplaçant les combustibles fossiles par de la biomasse provenant des arbres. Cela impliquerait de remplacer les forêts qui restent au monde par des plantations industrielles d'arbres, censées produire davantage de biomasse que les forêts.

EN AFRIQUE DU SUD

Les activistes de GeaSphere se sont déguisés en momies (en utilisant des serviettes de toilette en papier) et ils ont distribué des tracts à propos des impacts des plantations d'arbres, avec le message « la consommation de papier est la MORT des prairies ». GeaSphere a présenté aussi une pétition au Fonds mondial de solidarité pour les forêts (GSFF), un fonds d'investissement auquel participent des investisseurs du Nord, qui a acquis de vastes étendues de terre au Mozambique pour y faire des plantations industrielles d'eucalyptus pour la production de bois. La pétition, lancée le 21 septembre 2012, a réuni plus de 10 000 signatures ; elle appelle le GSFF à cesser d'investir dans des plantations industrielles d'arbres dans le sud de l'Afrique, et à soutenir plutôt les petites entreprises diversifiées qui bénéficient à la population et stimulent l'économie locale. Voyez la pétition sur : <http://www.thepetitionsite.com/1/stop-plantations-mozambique/>

La coalition Timberwatch a publié le rapport "On 21st September the world must know the true costs of industrial monoculture tree plantations" sur le site

<http://www.timberwatch.org/>.

AU LIBÉRIA

L'Institut du développement durable a publié le rapport "Uncertain Futures. The impacts of Sime Darby on communities in Liberia". Ce rapport décrit la situation des communautés touchées par l'expansion dans l'ouest du pays des plantations de palmiers à huile de Sime Darby, qui menacent les droits de ces communautés, leur sécurité alimentaire et leur bien-être. Vous pouvez le télécharger depuis : http://www.wrm.org.uy/plantations/21_set/2012/Liberia.html

EN MALAISIE

L'Association de consommateurs de Penang / Amis de la Terre Malaisie a organisé une conférence de presse pour dénoncer l'arrivée de grandes plantations en régime de monoculture, destinées pour la plupart à la production de pâte à papier et de palmier à huile, dans des zones autrefois boisées du Sarawak qui sont réclamées par la population en vertu de leurs droits territoriaux coutumiers. Une lettre ouverte exige au gouvernement d'arrêter l'expansion des plantations d'arbres. Voir http://www.wrm.org.uy/plantations/21_set/2012/Malaysia.html

EN INDONÉSIE

L'organisation CAPPa a tenu à Jambi, Sumatra, une conférence de presse avec des journalistes de l'AJI (Alliance de journalistes indépendants) à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres, avec la participation du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) et des Amis de la Terre International. Ces organisations ont présenté aux journalistes un panorama général des conflits créés par les plantations industrielles d'arbres, et elles ont expliqué l'origine de cette journée d'action et son importance pour l'Indonésie.

EN URUGUAY

Les Amis de la Terre Uruguay et le Mouvement mondial pour les forêts tropicales ont organisé une manifestation publique où AT Uruguay a présenté un nouveau rapport sur le rôle des grandes entreprises de plantation d'arbres et de soja dans le processus d'accaparement de terres qui a lieu dans le pays. Le WRM a présenté un panorama mondial de l'expansion des plantations industrielles d'arbres et des conflits qui y sont associés ; le rapport, produit avec EJOLT, figure sur : <http://www.wrm.org.uy/publications/ejolt.html>

Le groupe Guayubira a publié un communiqué de presse pour dénoncer les répercussions déjà visibles des plantations industrielles d'arbres faites pour alimenter les usines de pâte du consortium constitué par Stora-Enso et Arauco et de l'entreprise finlandaise UPM. Le communiqué dénonce aussi un nouveau projet d'UPM, qui consiste à construire une autre usine de pâte. Vous le trouverez (en espagnol) sur : <http://www.guayubira.org.uy/2012/09/21-setiembre-dia-internacional-lucha-contra-monocultivos-arboles/>

EN ARGENTINE

Les Amis de la Terre Argentine ont organisé plusieurs actions au niveau populaire – ateliers, débats, vidéos – dans quelques provinces du pays : Corrientes, Rosario et Buenos Aires.

AU CHILI

L'Observatoire latino-américain des conflits environnementaux (OLCA) a publié une déclaration contre le décret 702, qui n'est qu'une suite du décret 701, grâce auquel 50 % des trois millions d'hectares plantés de pins et d'eucalyptus qui ont envahi le sud du pays ont reçu des subsides et ne profitent qu'au secteur privé. Vous trouverez cette déclaration (en espagnol) à l'adresse :

http://www.wrm.org.uy/plantaciones/21_set/2012/Chile.html

Mapuexpress, un collectif des peuples indigènes mapuches, a publié une déclaration qui dénonce les effets négatifs des plantations d'arbres sur les communautés mapuches du sud du Chili. En espagnol à l'adresse :

http://www.wrm.org.uy/plantaciones/21_set/2012/Chile_2.html

AU MEXIQUE

Une semaine de forums ouverts au public en général a été organisée, en parallèle avec une réunion internationale gouvernementale sur les politiques concernant la Réduction des émissions découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+). Des groupes communautaires, des universitaires et des organisations de la société civile se sont réunies à San Cristóbal de las Casas, au Chiapas. Ils ont analysé le système REDD+ qui, entre autres choses, considère « les plantations industrielles de palmier à huile, de jatropha et d'eucalyptus comme équivalentes à des forêts ou à des jungles pour ce qui est du piégeage d'émissions industrielles de carbone. Par conséquent, les programmes REDD+ les encouragent. Nous condamnons cette approche, non seulement parce que les plantations industrielles d'arbres sont des 'déserts verts' dépourvus de toute biodiversité, mais aussi parce que leur consommation d'eau et de produits chimiques provoque de graves problèmes écologiques et de santé. Les bénéfices économiques des plantations pour la production de biocombustibles et de pâte à papier tombent directement dans les coffres des grandes sociétés multinationales ». Voir

<http://reddeldia.blogspot.mx/>

EN COLOMBIE

Un nouveau documentaire en espagnol, intitulé « Plantaciones forestales, tierra y soberanía alimentaria en el Cauca » a été tourné par Censat Agua Viva. Vous pourrez le regarder sur :

<http://www.youtube.com/watch?v=PI4PjCZ6Rvk&feature=youtu.be>

AU BRÉSIL

FUNPAJ a rendu hommage au père José Koopmans, activiste de premier plan contre les plantations d'arbres au Brésil. L'organisation a lancé aussi une campagne contre les plantations d'arbres et pour un zonage économique et écologique participatif, sous la devise « Il est urgent de changer le modèle de consommation ». Vous trouverez de l'information supplémentaire (en portugais) sur :

http://www.wrm.org.uy/plantaciones/21_set/2012/Brasil.html

ACTIONS DE MISE EN GARDE

Trois actions concernant le rythme alarmant de l'expansion des plantations d'arbres ont été organisées : au Gabon, contre la société singapourienne Olam, qui est en train de faire des plantations industrielles sur 300 000 hectares ; aux Philippines, où les Higaonons et les paysans du sud du pays luttent contre l'A. Brown Company Inc. (ABCI) qui accapare des terres pour y faire des plantations industrielles de palmiers à huile ; et au Brésil, où des organisations sociales dénoncent la certification FSC des plantations d'arbres en régime de monoculture de Fibria Celulose S.A. Vous trouverez davantage d'information sur :

http://www.wrm.org.uy/plantations/21_set/2012/action_alerts.html

[index](#)

- Thaïlande : Sauvons le Mékong, arrêtons le barrage de Xayaburi !

Les 15 et 16 septembre, des représentants de réseaux communautaires du nord-est de la Thaïlande se sont réunis à Bangkok pour protester contre le barrage hydroélectrique de Xayaburi, dont la construction sur le fleuve Mékong, dans le territoire de Laos, fait l'objet de fortes pressions.

Les communautés thaïlandaises qui habitent le long du Mékong, en amont et en aval du site proposé pour le barrage, sont certaines que celui-ci aura de graves répercussions sur leurs moyens d'existence, et sur ceux d'autres communautés, du Cambodge et du Vietnam, qui dépendent directement de ce même fleuve. Plus de 65 millions de personnes en dépendent pour leur subsistance, car ils vivent surtout de la pêche et de l'agriculture sur les berges du fleuve, et utilisent aussi son eau douce pour la culture du riz et d'autres produits, en particulier au Vietnam, dans la zone du delta.

D'après les représentants des réseaux communautaires, le barrage aggraverait encore plus les effets négatifs des quatre barrages hydroélectriques qui ont déjà été construits en Chine, sur le cours supérieur du Mékong : les inondations sont devenues plus fréquentes et intenses ; les moyens d'existence des habitants, la pêche en particulier, ont diminué ; l'érosion a augmenté ; la surface disponible pour la production d'aliments s'est réduite, portant atteinte à la souveraineté alimentaire et aux revenus de la population.

Le gouvernement de la Thaïlande est directement impliqué dans ce projet, puisque le barrage sera construit par une compagnie thaïlandaise et financé par quatre banques commerciales du pays parmi les plus grandes. Plus de 95 % de l'énergie seront vendus en Thaïlande. En plus de celui de Xayaburi, onze autres barrages sont prévus pour la région du bas Mékong.

Les contestataires ont demandé au Premier ministre une réunion publique pour lui remettre en main propre une pétition signée par des milliers de personnes qui demandent que le projet soit annulé. Le Premier ministre a refusé de les rencontrer, mais ils ont manifesté devant le palais du gouvernement pendant une matinée entière et ils ont ensuite tenu une conférence de presse à laquelle ont assisté de nombreux représentants des médias nationaux et internationaux.

- Brésil : 30 personnes intoxiquées par l'épandage aérien de produits toxiques sur des plantations d'eucalyptus

La communauté traditionnelle geraizeira de l'agglomération Vale do Guará, localité de Rio Pardo de Minas dans le nord de l'État de Minas Gerais, dénonce qu'un avion a pulvérisé du poison sur une plantation d'eucalyptus et 30 personnes (enfants, jeunes et adultes) en ont été intoxiquées. Ils ont eu des nausées, de la fièvre, des vomissements et des irritations cutanées. L'épandage aérien est de plus en plus courant au Brésil, le pays du monde qui utilise le plus de produits toxiques en agriculture.

Les habitants affirment qu'il n'y a personne dans la région à qui ils puissent s'adresser pour porter plainte ; ils se sentent victimes d'injustices et protestent contre l'impunité des responsables. Ils pensaient dénoncer l'affaire au Conseil municipal de l'environnement, mais les entreprises de plantation d'eucalyptus sont membres de cet organisme. Les communautés geraizeiras de la région exigent que les autorités étatiques et fédérales chargées de la protection de la population fassent une inspection immédiate à propos de l'application de produits toxiques.

Ces communautés luttent depuis des années contre les plantations d'eucalyptus qui auraient eu des effets négatifs sur leur vie, puisqu'elles ont perdu les zones dont elles avaient l'usage et que les sources d'eau se sont asséchées.

Article basé sur l'information fournie par le réseau Rede de Comunicadores Populares do Semiárido Mineiro. Pour information sur la Campagne permanente contre les produits agricoles toxiques et pour la vie au Brésil, voir l'article complet sur le blog d'ASA Minas : <http://asaminas.blogspot.com.br/2012/08/agrotoxicos-em-monocultura-de-eucalipto.html>